

Ancien ministre du Développement, j'ai beaucoup travaillé sur la *COP 21*, et suis actuellement Directeur du WWF France — une des plus grandes organisations de protection de l'environnement et de la nature, au monde, et partenaire d'un certain nombre d'organisations dont, à Monaco, la fondation Albert II. C'est à ce double titre que je vais essayer de faire une synthèse de cette expérience un peu originale, en créant des ponts entre ces différentes fonctions et techniques, afin d'élaborer des solutions que nous n'aurions pas trouvées auparavant.

Je voudrais commencer cette conférence inaugurale par un propos sur la Méditerranée, à partir d'un rapport qui, pour la première fois, fait le tour des pressions qui s'exercent sur cette région. Nous avons là l'analyse de dix secteurs-clés qui ont un impact permanent, récurrent et à long terme sur l'écosystème de la Méditerranée. La plupart du temps, chaque secteur économique regarde sa propre fenêtre : le tourisme regarde l'évolution du tourisme, la pêche celle de la pêche, les hydrocarbures regardent l'évolution des hydrocarbures, le trafic maritime regarde l'évolution du trafic maritime, mais personne ne fait converger toutes ces tendances, alors que la Méditerranée, elle, ne se segmente pas. Elle est un même espace, qui est impacté par l'ensemble de ces évolutions. Ce rapport montre que nous prévoyons d'augmenter de 112 % la production d'aquaculture, en même temps que d'artificialiser 5 000 km de littoraux de plus, et, simultanément, d'accueillir 300 millions de touristes de plus d'ici 2030, et que 2,40 % de la surface de la Méditerranée sont mis en permis d'exploration de gaz et de pétrole. Près de la moitié de sa superficie pourrait être ouverte à l'exploration. La Méditerranée est la plus grande mer semi-fermée du monde et, si 40 % de sa superficie étaient destinés à l'exploration d'hydrocarbures, le risque de marée noire augmenterait considérablement, avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir sur les autres secteurs et aussi, bien sûr, sur la nature, ses écosystèmes et sa biodiversité. Cette mer représente en effet entre 10 % et 20 % de la biodiversité marine du monde, alors

qu'elle ne représente que 1 % de la superficie totale des eaux. Cette richesse exceptionnelle de la biodiversité méditerranéenne est évidemment très exposée aux risques climatiques. Cela pose la question du bien commun de cet espace, aujourd'hui. La Méditerranée est un espace de compétition et peut-être, en reprenant la formule de Hobbes, de guerre de tous contre tous. Elle ressemblerait à un Far-West dont chacun puiserait les ressources le plus vite possible, à moyen terme, sans s'intéresser à ce dont l'autre a besoin. Ou bien la Méditerranée est-elle un bien commun que nous nous efforçons de gérer de la manière la plus intelligente et la plus raisonnable possible ? Le problème est que chaque secteur fonctionne de manière séparée. Lorsque l'on agrège ces différentes tendances, des incohérences sautent aux yeux. Les *hot spots*, c'est-à-dire les aires de la biodiversité qui ont vocation à être protégées en raison de leurs richesses, sont recouverts par les zones d'exploitation. Si je prends l'exemple du golfe du Lion, les zones de la biodiversité et celles de l'exploitation d'hydrocarbures se superposent. Mais, à un moment donné, il faut choisir : on ne peut pas, au même endroit, dans une mer semi-fermée, protéger les hauts-lieux de la diversité et en faire des zones d'exploration d'hydrocarbures. Or le rôle du politique, c'est précisément de faire ces choix.

Je voudrais à présent parler de la jonction entre les enjeux environnementaux et les enjeux de sécurité. C'est quelque chose qui fonctionne beaucoup plus aux États-Unis qu'en Europe ; aux États-Unis, depuis des années, le Département de la défense est l'appareil d'État portant le plus la question des enjeux climatiques. Pourquoi ? Parce que, depuis plusieurs années, la Communauté de sécurité y a fait une analyse, selon laquelle le dérèglement climatique est un facteur et un amplificateur de menaces. C'est la doctrine officielle des États-Unis qui placent le dérèglement climatique parmi les premières menaces stratégiques, pour eux-mêmes et pour le monde. Et un exemple, qui est sous nos yeux et qui concerne plus spécifiquement la Méditerranée, c'est la Syrie. Entre 2006 et 2010, en Syrie, une sécheresse historique a déplacé plus de 900 000 personnes à l'intérieur du pays, auxquelles sont venus s'ajouter un million de déplacés en provenance de l'Irak. Lorsque vous avez dans un pays de 20 millions d'habitants, 2 millions de personnes qui sont déplacées à l'intérieur ou qui viennent de l'extérieur, cela équivaut à peu près à 10 % de la population totale du pays. Si je prends le cas de la France, cela ferait 6 millions de déplacés internes et externes. Qui peut imaginer que cela n'aurait aucun impact sur la stabilité politique du pays ? Or c'est ce qui s'est passé en Syrie. Et il y a bien addition des deux causes : une cause politique et géopolitique, et une autre, souvent mise de côté et marginalisée, à savoir la cause environnementale, directement liée aux dérèglements

climatiques. Aujourd'hui, d'après les statistiques que peu de gens connaissent, il y aurait davantage de réfugiés climatiques que de cas de réfugiés, directement liés aux conflits armés. Et tentez d'imaginer la Méditerranée dans 30 ou 40 ans, si nous ne faisons rien, avec la montée des eaux que prédisent les scientifiques ! Cela va impacter considérablement le delta du Nil par exemple : des dizaines de millions de personnes se retrouveront fragilisées davantage, avec une source d'instabilité supplémentaire, dans un pays qui n'en a évidemment pas besoin. Le lien entre sécurité et environnement, qui n'est pas nécessairement celui qui vient à l'esprit, est un lien qui va structurer de plus en plus les relations internationales dans les années qui viennent.

Un autre exemple est la superposition de trois cartes, celle de la désertification au sud du Sahara dans la bande sahélienne, celle des conflits et celle des attaques terroristes. Vous avez une superposition de ces cartes avec un exemple extraordinairement frappant, et qui nous concerne puisqu'il concerne la Méditerranée ; il s'agit du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, bien plus que de nous, malgré ce que les médias veulent bien véhiculer. C'est Boko Haram et le lac Tchad : 80 % du lac Tchad ont en effet disparu. Et, lorsque vous perdez 80 % de vos ressources en eau, cela a des conséquences sur l'agriculture, sur la sécurité alimentaire, sur les équilibres économiques. Cela produit, entre les éleveurs et les cultivateurs, un conflit qui se trouve être ethnique contre ethnique, chrétiens contre musulmans. Ce conflit pour l'accès à la ressource devenue rare engendre des attaques terroristes, des affrontements ethniques et religieux. Ainsi, le lien entre environnement et sécurité me ramène vers le lien entre insoutenable et instabilité. Ce que nous devons construire, c'est une Méditerranée soutenable, une Méditerranée stable. La Méditerranée est un des très rares endroits au monde où coexistent des pays aux niveaux de vie si différents. Il y a peu d'endroits au monde où il existe des inégalités aussi fortes.

En 2015, une grande série de négociations sur le climat a traduit la nécessité de mettre en place un nouvel agenda du Développement durable ; concept qui a fait la jonction entre la logique de développement et la logique de soutenabilité. Ce changement culturel, absolument décisif, affirme que ce n'est pas la lutte contre le changement climatique, mais bien le dérèglement climatique lui-même qui m'empêche de me développer. Il n'y a donc pas à choisir entre les deux ! Il n'y a pas de conflit, il n'y a pas de tension, mais au contraire une convergence qui fait que l'action contre le dérèglement climatique constitue un moyen de développement économique et non pas un frein. La Banque mondiale a publié un rapport qui regarde les indicateurs fondamentaux de développement, tels que l'éducation ou la

mortalité infantile. Un monde qui se réchauffe de plus de 4 degrés est un monde où davantage d'enfants mourront de faim avant l'âge d'un an. Cela est dû à moins de rendement agricole, plus de désertification : cela amène plus d'insécurité alimentaire, plus d'événements climatiques extrêmes, donc une vulnérabilité et une fragilité plus grandes et une mortalité infantile accrue. Le lien entre développement et lutte contre le dérèglement climatique est évidemment essentiel, et aujourd'hui, certains pays prennent le leadership sur ces questions. Par exemple, l'objectif marocain est plus ambitieux que l'objectif européen, notamment en matière de développement des énergies renouvelables. Cela montre que les solutions ne sont pas uniquement portées par les pays du Nord mais également par les pays du Sud de la Méditerranée. Sur le sujet des énergies renouvelables, le leadership est le Maroc.

Quelques points forts sur la *COP 21* ne sont pas nécessairement ceux que nous avons l'habitude d'entendre. Tous les États se sont mis d'accord pour signer un texte qui affirme que nous devons aller, dans la deuxième moitié du siècle, vers une économie neutre en carbone. Monaco a d'ailleurs fixé cet objectif pour 2050, ce qui fera de la Principauté l'un des premiers pays au monde à atteindre la neutralité carbone. Or cet objectif a été fixé pour l'ensemble de l'humanité. Pour y arriver, il faut évidemment réorienter les flux financiers. Au paragraphe c) de l'article 2 de l'accord de Paris signé par 195 États, il est ainsi demandé de réorienter les flux financiers pour les rendre compatibles avec les 2 degrés d'augmentation de la température terrestre globale. D'ores et déjà, il est bien plus rentable de ne pas investir dans les énergies fossiles que d'y investir. Or cette logique d'investissement est vraie depuis 2009, et non depuis quelques mois. Cela montre que la représentation culturelle est en train de changer profondément sur les marchés financiers. Une nouvelle convention est en train d'émerger : l'on se porte mieux financièrement si l'on désinvestit du fossile, qui est évidemment l'un des éléments majeurs du dérèglement climatique. Prenons exemple sur J. P. MORGAN : « Je n'investirai plus dans le charbon ». Dans notre système économique actuel, lorsqu'on enlève l'accès au capital, on enlève le sang du système : cela signifie que le système de capitalisation s'écroule. Et c'est exactement ce qui est entrain de se passer car, il y a quelques jours, a été annoncée la quasi-faillite de l'un des plus gros producteurs de charbon au monde, qui est américain et qui s'appelle Peabody.

Je voudrais conclure sur ce triangle : nous avons évoqué les valeurs qui sont derrière tout cela. Selon moi, il y a trois enjeux fondamentaux : premièrement, la question du sens. Nous avons des récits concurrents sur ce point : un récit ultra matérialiste où le sens

est uniquement tourné sur la possession ; un récit fondamentaliste religieux ; il y a aussi des récits concurrents qui permettent de jouer la carte de la soutenabilité contre les paris fondamentalistes ou matérialistes. Deuxièmement, la question de la limite. Lorsqu'on regarde la carte de la Méditerranée d'un point de vue éthique, humain tout simplement, il est important de savoir où l'on met la limite. Il s'avère que le WWF va lancer une grande campagne sur la préservation des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ces sites forment 0,5 % de la totalité de la surface terrestre émergée ; c'est ce que nous pourrions appeler le joyau de la couronne. Et, aujourd'hui, nous ne sommes pas capables de protéger ce 0,5 % qui est reconnu comme possédant les endroits les plus beaux et les plus riches de notre planète ; et ce, à cause de notre boulimie de besoins de ressources, les minerais, le gaz ou le pétrole. Notre campagne consiste à dire : Faisons tout pour préserver ce qui représente le joyau de la couronne et le patrimoine mondial qui nous appartient à tous. Et, au fond, ce qui est en jeu, c'est la question des limites ; la Renaissance a d'abord été un renouveau culturel et un renouvellement de la vision du monde, puis un changement technologique et enfin scientifique. C'est la jonction des deux qui a été extraordinairement transformatrice. Je pense que nous nous trouvons exactement dans la même situation. Nous sommes dans « l'anthropocène », qui implique de nouvelles technologies ainsi qu'une nouvelle vision du monde. Nous devons reposer la question des limites, comme cela s'est passé au moment de la Renaissance.

La dernière question est de savoir si l'on peut vivre en paix avec 9 milliards d'êtres humains dans un monde où les ressources se raréfient. Là aussi, la réponse est « non » et nous devons nous dire : que fait-on pour éviter ce scénario ? Comment fait-on ? Je voudrais finir par une note d'espoir. Évidemment, nous n'allons pas assez vite. Un exemple : 90 % de la production d'électricité dans le monde, installés l'année dernière, sont issus des énergies renouvelables. C'était 50 % en 2013, 60 % en 2014 et 90 % en 2015.

Il est donc possible d'être un territoire neutre en carbone en 2050. Pour cela, nous avons besoin de tous. Mobilisons-nous donc tous, en croisant et partageant nos univers respectifs ! Je suis heureux d'avoir participé à ces *Rencontres* qui font justement le lien entre des communautés qui, trop souvent, s'ignorent. Merci beaucoup.

Pascal CANFIN

Directeur général du WWF France,
Ancien Ministre délégué chargé du Développement

Transcription littérale de son allocution